



Déclaration intersyndicale à l'ouverture de la concertation sur l'attractivité du métier enseignant

Monsieur le ministre,

Vous ouvrez aujourd'hui cette concertation sur l'attractivité du métier enseignant dans un contexte particulier. Tous les chiffres le montrent : le choc d'attractivité n'a pas eu lieu. Près de 3000 postes non pourvus aux concours de recrutement du 1^{er} et du 2^d degré, une nouvelle promesse non tenue, celle d'avoir un professeur devant chaque classe à la rentrée, des petites annonces fin août sur le site de Pôle Emploi ou sur Facebook... Voilà donc l'état de l'Éducation nationale en cette rentrée 2023.

Pour nos organisations syndicales, les mesures salariales prises par votre prédécesseur marquent un premier pas mais restent insuffisantes au regard du déclassement salarial de nos professions et de la persistance de l'inflation.

Quant au Pacte, c'est un dispositif qui ne répond en rien aux attentes des collègues. Loin de contribuer à la revalorisation attendue par toutes et tous, il va conduire à un alourdissement de la charge de travail des personnels alors que la majorité est déjà en état d'épuisement avancé, comme le montrent les enquêtes de votre ministère. Dans le contexte de négociation des nouveaux plans d'action Égalité professionnelle dans notre ministère, où la demande sociale est forte, le Pacte porte le risque avéré d'aggraver les inégalités femmes/hommes.

Le Pacte va aussi considérablement dégrader le fonctionnement des écoles et des EPLE et fragiliser les collectifs de travail par une mise en concurrence des personnels. Nous contestons le choix du déploiement des réformes à coup de Pactes au risque de traitements inéquitables des élèves dans le service public d'éducation. Cette stratégie est démultipliée pour la voie professionnelle. Nous dénonçons le passage en force du ministère sur le Pacte alors que toutes les organisations syndicales ont manifesté, à plusieurs reprises, leur opposition au Pacte.

M.le Ministre, vous vous dites très attaché au dialogue social. Entendez ce que nous disons depuis des mois au sujet des dysfonctionnements générés par les dernières mesures, ne méprisez pas le dialogue avec les représentants des personnels avant toute annonce sur l'École !

Nos organisations refusent le Pacte et réclament dans l'immédiat le basculement de l'enveloppe dans celle prévue pour des mesures sans contreparties. Elles revendiquent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation.

Par ailleurs, cette rentrée est aussi marquée par une pénurie de bien d'autres personnels, dans le 1^{er} degré comme dans le 2^d degré. Il manque des AESH, plaçant des familles, des élèves et des équipes pédagogiques dans des situations très difficiles. Il manque aussi des CPE, des PsyEN, des AED, des personnels de santé, de service social, des personnels administratifs et techniques, des personnels d'inspection et de direction. Ce manque de personnels récurrent dégrade les conditions de travail de toutes et tous. Les personnels de tous les métiers sont indispensables au fonctionnement de notre service public. Pour nos organisations, c'est bien l'ensemble des personnels de ce ministère qui doivent être concernés par des mesures salariales significatives et l'amélioration des conditions de travail dont la nette dégradation pèse sur l'attractivité de nos métiers.

Monsieur le ministre, vous prenez vos fonctions dans un contexte très particulier pour l'Éducation nationale : pénurie de personnels alors même que les besoins de recrutements à court et moyen

terme sont importants (329 000 enseignants à recruter d'ici 2030 selon la DARES), fossé grandissant entre la réalité que les personnels vivent et les déclarations ministérielles, présidentielles, ce qui alimente une défiance grandissante envers la parole politique ...L'Éducation nationale ne peut se gouverner sans ou contre les personnels et leurs représentants. Une concertation sur l'attractivité de nos métiers sans mesures salariales poursuivies et sans prise en compte des conditions de travail ne conduirait qu'à aggraver la crise que traverse l'Éducation nationale et dont vous serez alors, comme vos deux prédécesseurs et le président de la République, largement responsable.